



Assemblée générale

Distr. générale
26 juin 2000
Français
Original: anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Îles Turques et Caïques

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités	1–2	3
II. Historique	3	3
III. Contexte constitutionnel et juridique	4–6	3
IV. Contexte politique et faits nouveaux	7–10	4
V. Conditions économiques	11–42	4
A. Généralités	11–15	4
B. Finances publiques	16–22	5
C. Fonction publique	23	5
D. Services financiers offshore	24–27	6
E. Agriculture, pêche, construction et industrie manufacturière	28–31	6
F. Tourisme	32–35	7
G. Infrastructure	36–42	7
VI. Situation sociale	43–58	8
A. Généralités	43–45	8
B. Logement	46	8
C. Emploi	47–48	8
D. Enseignement	49–51	9

E.	Santé	52–55	9
F.	Drogue et trafic de drogue	56	10
G.	Environnement	57	10
H.	Aide au développement apportée par le Royaume-Uni	58	10
VII.	Participation aux organisations internationales et accords conclus avec ces organisations	59–60	10
VIII.	Statut futur du territoire	61–65	11
A.	Position du gouvernement du territoire	61–63	11
B.	Position de la Puissance administrante	64	11
C.	Examen par l'Assemblée générale	65	11

I. Généralités

1. L'archipel des îles Turques et Caïques¹ est le plus étendu des territoires non autonomes administrés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans les Caraïbes et compte 40 îles et « cayes ». Ces îles constituent l'extrémité sud-est de la chaîne des Bahamas et se trouvent à 145 kilomètres au nord d'Haïti et de la République dominicaine et à 925 kilomètres au sud-est de Miami (États-Unis). Îles et « cayes » sont séparées en deux groupes par un bras de mer profond, et leur superficie totale est de 500 kilomètre carrés. Une pluviosité limitée, alliée à des sols ingrats sur fond calcaire, limite les possibilités de développement agricole. Les îles ont beaucoup de marécages et de récifs et fournissent un habitat à 14 espèces endémiques (plantes et reptiles).

2. Seules six de ces îles ont une population permanente : l'île de la Grande Turque, où se trouve la capitale, Cockburn Town, Salt Cay, la Caïque du Sud, la Caïque du Milieu, la Caïque du Nord et Providenciales. On trouve un certain nombre de complexes hôteliers et de résidences secondaires dans des petites « cayes ». L'archipel a une population clairsemée : la densité est d'environ 34 habitants au kilomètre carré. En 1999, la population totale du territoire était, selon les estimations, de quelque 24 000 habitants, dont environ 5 000 ou 6 000 immigrés d'Haïti et de la République dominicaine. De tous temps, les habitants des îles ont émigré vers les États-Unis et les Bahamas principalement. Dans les îles, il existe depuis les années 80 un mouvement migratoire net vers Providenciales. La plupart de la population réside dans les deux îles principales, la Grande Turque, qui est la capitale administrative de l'archipel, et Providenciales qui en est le centre financier. Les autres îles peuplées sont la Caïque du Sud (qui compte 10,5 % de la population totale), la Caïque du Nord (11 %), la Caïque du Milieu (2,3 %) et Salt Cay (1,8 %)². On estime que la population comprend 50 % d'étrangers. La plupart des habitants sont d'origine africaine, le reste de la population étant mixte ou d'origine européenne. L'anglais est la langue principale, le créole étant parlé par quelques immigrés haïtiens. Le christianisme est la religion de l'archipel, avec prédominance de l'anglicanisme. L'éducation est obligatoire entre 5 et 14 ans; elle est dispensée gratuitement dans des établissements scolaires gérés par le Gouvernement. Un recensement national de la population est prévu pour 2001.

II. Historique

3. Les îles Turques et Caïques furent découvertes en 1512 par l'explorateur espagnol Juan Ponce de Leon alors qu'elles étaient probablement inhabitées. Les Européens ne les ont pas occupées jusqu'en 1678, date à laquelle des Bermudiens s'y sont établis et ont développé des salines solaires. Les îles ont été colonisées après la guerre d'indépendance par des sympathisants royalistes des États-Unis qui ont créé des plantations de coton employant des esclaves. En 1799, les îles ont été annexées par le Gouvernement des Bahamas, mais en 1848, elles ont eu droit à une charte distincte. Entre 1833 et 1843, l'esclavage a été aboli et les propriétaires des plantations ont quitté les îles, abandonnant leurs terres aux anciens esclaves. De 1874 à 1959, les îles Turques et Caïques ont été gouvernées par la Grande-Bretagne, en tant que territoire dépendant de la Jamaïque, et placées sous l'autorité du Gouverneur général britannique en poste à Kingston. Les îles sont devenues une colonie détachée du Royaume-Uni en 1962, quand la Jamaïque a accédé à l'indépendance. Dans les années 60 et 70, elles ont été placées sous l'autorité des Bahamas. Lorsque celles-ci ont accédé à l'indépendance en 1973, les îles Turques et Caïques ont été placées sous l'autorité d'un gouverneur britannique en poste dans l'île de la Grande Turque³.

III. Contextes constitutionnel et juridique

4. Les îles Turques et Caïques sont présentées par la Puissance administrante, le Royaume-Uni, comme un territoire d'outre-mer ayant une autonomie interne et un régime gouvernemental ministériel. En vertu de la Constitution de 1976, modifiée en 1988, le Gouverneur, qui est nommé par la Reine, détient le pouvoir exécutif. La Constitution prévoit également un conseil exécutif et un conseil législatif. Le Gouverneur est responsable de la politique étrangère, de la sécurité intérieure, de la défense, de la nomination des fonctionnaires, des opérations financières offshore et d'un certain nombre d'autres questions, mais il est par ailleurs normalement tenu de prendre l'avis du Conseil exécutif. Celui-ci comprend le Gouverneur, six membres élus du Conseil législatif et deux membres de droit (Secrétaire principal et Procureur général). Le Conseil législatif comprend 19 membres : 13 représentants élus au suf-

frage direct, 3 membres nommés par le Gouverneur et 3 membres de droit du Conseil exécutif.

5. Le système juridique, fondé sur la *common law* anglaise, comprend un tribunal suprême et une cour d'appel et il est possible de faire appel au *Privy Council* à Londres. L'*Attorney General* (Procureur général) et le *Chief Justice* (Président de la Cour) sont actuellement deux fonctionnaires du Royaume-Uni en poste au titre de la coopération technique, tout comme le *Senior Crown Counsel* (Avocat de la Couronne), le *Legal Draftsman* (Rédacteur des textes juridiques), le *Deputy Commissioner of Police* (Commissaire de police adjoint) et le Chef de la police judiciaire. Le projet de développement de la police prévoit deux autres fonctionnaires détachés au titre de la coopération technique : un sous-commissaire de police et un fonctionnaire chargé des enquêtes sur les délits économiques.

6. En septembre 1996, John Kelley, ancien Vice-Gouverneur des Bermudes, a été nommé Gouverneur des îles Turques et Caïques.

IV. Contexte politique et faits nouveaux

7. Il y a deux principaux partis politiques, le People's Democratic Movement (PDM) créé en 1975 et le Progressive National Party (PNP), créé en 1980. Un troisième parti, le United Democratic Party (UDP) a été créé en 1993. Les élections parlementaires ont lieu au minimum tous les quatre ans.

8. En 1995, le PNP a été vaincu aux élections par le PDM. Lors de l'élection générale la plus récente, le 4 mars 1999, le PDM a été reconduit en tant que parti présidé par Derek Taylor, Ministre principal; la composition du Conseil législatif n'a guère été modifiée depuis les élections de janvier 1995.

9. Le PDM, qui a formé le Gouvernement entre 1976 et 1980, avait été à la tête du mouvement indépendantiste au cours des années 70. Le PNP n'a pas donné suite à ces revendications après avoir gagné les élections de 1980.

10. En mars 1999, le Gouvernement du Royaume-Uni a publié un Livre blanc sur les relations entre le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer intitulé « Partnership for progress and prosperity: Britain and the Overseas Territories ». On en trouvera des extraits à l'annexe du document A/AC.109/1999/1. Ses princi-

pales recommandations sont reprises au paragraphe 37 du document A/AC.109/1999/18. Suite à la publication de ce Livre blanc, le statut du territoire, ainsi que celui de tous les autres territoires, a changé : de territoire « dépendant », il est devenu « territoire d'outre-mer » du Royaume-Uni.

V. Conditions économiques

A. Généralités

11. L'activité économique traditionnelle, à savoir l'extraction du sel, a pris fin en 1964. Pendant les 20 années qui ont suivi, l'économie reposait essentiellement sur la pêche, un peu de tourisme et la fonction publique. L'agriculture est pratiquement inexistante en raison de faibles pluies et de la forte salinité des sols. La quasi-totalité des biens de consommation et la plupart des denrées alimentaires sont importés. Les ressources naturelles sont limitées et même l'eau doit être utilisée avec parcimonie. Au cours des années 60 et 70, des milliers d'habitants ont émigré vers les Bahamas et les États-Unis, en quête de travail. Cette tendance est désormais inversée à mesure que se développe l'économie.

12. Depuis les années 80, le tourisme et les services financiers constituent la principale source de devises. Comme il est également signalé à l'appendice 1 du Livre blanc susmentionné, l'économie des îles Turques et Caïques repose essentiellement sur le tourisme et les opérations financières offshore. L'ouverture, vers la fin de 1983, d'un village du Club Méditerranée à Providenciales, suivie de la construction d'un aéroport international, grâce au programme d'aide du Royaume-Uni, a donné aux îles un grand essor.

13. La prépondérance grandissante du secteur des services présente des inconvénients. Étant donné la concurrence qui s'exerce à l'échelle mondiale dans les domaines du tourisme et des activités de financement offshore, et du fait de sa dépendance à l'égard de la croissance dans les pays développés, l'archipel est de plus en plus vulnérable aux fluctuations de l'économie internationale, et plus particulièrement celle des États-Unis.

14. Les investisseurs étrangers, provenant essentiellement du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis, jouent un rôle important dans la vie économique de l'archipel. Les principaux domaines des investisse-

ments privés sont la construction de complexes touristiques, l'immobilier, la finance internationale et la pêche, essentiellement dans l'île de Providenciales. Étant donné l'intérêt accru que les investisseurs portent à l'archipel, la croissance économique devrait se poursuivre au cours des années à venir.

15. L'économie s'est fortement développée dans les années 90 grâce à l'essor du tourisme et des activités financières offshore. Après 1995, toutefois, lorsque le PIB réel a atteint 13,5 %, la croissance économique s'est ralentie pour tomber à 8,7 % en 1999⁴, attestant malgré tout une croissance toujours vigoureuse. En 1999, l'économie a continué de bénéficier de l'expansion économique sans précédent aux États-Unis. Le taux d'inflation est resté bas, et la croissance a continué d'être alimentée par l'essor du secteur des services. Parallèlement aux bons résultats enregistrés par le secteur du tourisme, le secteur du bâtiment a connu une activité dynamique⁵.

B. Finances publiques

16. Le budget actuel est largement déficitaire. Ce déficit, tout comme les dépenses d'investissement, est couvert par des fonds en provenance du Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, de l'Union européenne et d'organismes multilatéraux. Le Gouvernement n'impose ni le revenu des sociétés ou des particuliers, ni les plus-values boursières ou les héritages. Les droits de douane constituent la part la plus importante des recettes courantes; les droits d'enregistrement des sociétés et des recettes du tourisme ont vu leur part croître ces dernières années⁴.

17. Outre qu'il cherche à attirer les investisseurs d'outre-mer pour stimuler le secteur privé, le Gouvernement a mis en oeuvre un programme dynamique pour renforcer la gestion des finances publiques, accroître la productivité de la fonction publique, freiner l'augmentation des dépenses publiques, améliorer le rendement des entreprises d'État et renforcer les mesures de recouvrement des recettes.

18. Les recettes budgétaires pour l'exercice fiscal allant d'avril 1998 à mars 1999 étaient de 57 740 288 dollars et les dépenses de 53 558 830 dollars. Le montant estimatif des recettes pour 1999/00 est de 61 820 662 dollars et celui des dépenses de 61 969 518 dollars, soit un déficit de 148 856 dollars⁶. Selon une évaluation des résultats effectuée par la Banque de dé-

veloppement des Caraïbes, en 1998-1999 les îles Turques et Caïques ont enregistré la croissance la plus forte des économies régionales, avec un PIB de 8,7 %⁷.

19. Dans ses projections budgétaires pour 2000-2001, le Gouvernement des îles Turques et Caïques prévoit que le total des recettes devrait s'élever à 67 051 624 dollars et celui des dépenses à 67 111 389 dollars. Quarante-quatre pour cent des recettes devraient provenir des droits de douane, 15 % des commissions et redevances, 13 % des licences, 1 % de la location, 16 % des taxes et 11 % d'autres sources. Les dépenses ordinaires devraient être de 30 % pour l'éducation, la santé, la jeunesse et les sports, 11,2 % pour les travaux publics, 13,6 % pour les communications, les transports et le tourisme, 3,3 % pour les ressources naturelles, 6,9 % pour les affaires intérieures, 7,9 % pour la police, 21,1 % pour le Cabinet du Ministre principal, 0,5 % pour le Bureau du Gouverneur, 2,3 % pour le Bureau du Secrétaire principal, 1,5 % pour le Bureau du Procureur général, 1,2 % pour l'appareil judiciaire et 0,5 % pour les commissaires aux comptes.

20. Les évaluations du budget d'équipement de l'État servent de cadre au programme d'investissements publics, financé par le Fonds de développement. Ce dernier a été créé en vue de recevoir chaque année toutes les sommes nécessaires prélevées sur le Fonds consolidé, ainsi que d'autres sommes versées par des donateurs extérieurs.

21. Les donateurs extérieurs sont le Gouvernement du Royaume-Uni, dont les fonds sont administrés par le Secrétariat régional des territoires non autonomes, la Banque de développement des Caraïbes, l'Union européenne et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le PNUD exécute un petit programme d'assistance que vient compléter l'aide d'un certain nombre d'autres sources.

22. Les dépenses budgétaires en matière de développement pour 1998/99 étaient de 11,5 millions de dollars, dont 5,4 millions financés par les îles Turques et Caïques. Le total des dépenses pour 1999/00 devrait être de 21,5 millions de dollars, dont 10,7 millions seront financés par le gouvernement du territoire⁶.

C. Fonction publique

23. Le Gouvernement est le principal employeur puisqu'il emploie environ un tiers de la population active occupée. D'après les informations communiquées

par la Puissance administrante, le Gouvernement s'est engagé à se doter d'un cadre de fonctionnaires autochtones hautement qualifiés, sûrs de leurs compétences et fortement motivés. Les réformes en cours prévoient une révision des barèmes de rémunération et des classements de poste, de nouvelles directives et l'octroi d'une place plus importante à la formation. Le Gouvernement a plus particulièrement porté attention au maintien de l'ordre, à l'éducation et à la santé.

D. Services financiers offshore

24. En 1996, l'inscription de 3 376 nouvelles sociétés au registre du commerce a porté le nombre total des sociétés enregistrées à 20 717, tandis qu'en 1997, d'après les statistiques fournies par le Bureau du Comptable général, il n'y avait eu que 3 300 nouvelles inscriptions et le nombre total des sociétés inscrites au registre du commerce était de 17 973. Les recettes publiques tirées de ces droits d'inscription n'ont cessé d'augmenter pour atteindre 2,8 millions de dollars en 1997/98⁴.

25. Les financements offshore ne cessent de croître et, après le tourisme, sont la deuxième plus importante source de recettes extérieures. De nouveaux textes législatifs et l'Offshore Finance Centre Unit (Organe central des financements offshore) ont été mis en place pour réglementer et promouvoir la croissance des financements offshore et pour encourager les banques, les compagnies d'assurances et les compagnies fiduciaires. Le cadre réglementaire établi par l'ordonnance sur les opérations bancaires de 1979 et l'ordonnance sur les opérations des compagnies fiduciaires et des compagnies d'assurances de 1981 a été actualisé en 1990 puis renforcé en 1992. On compte quatre banques commerciales, parmi lesquelles la Bank of Nova Scotia, qui a deux succursales, et la Barclays, qui en a une⁴. On compte environ 2 000 compagnies d'assurances offshore autorisées à opérer sur le territoire. Les recettes publiques tirées des services financiers offshore ont été supérieures à 6 millions de dollars en 1997/98⁸.

26. Selon la Constitution, c'est le Gouverneur qui est responsable du secteur des financements offshore des îles Turques et Caïques. Le Programme de coopération technique du Royaume-Uni soutient actuellement ce secteur en pourvoyant les postes de surintendant et de surintendant adjoint de la Commission des services financiers.

27. Au nombre des avantages offerts aux sociétés offshore figurent notamment le fait que le dollar des États-Unis est la monnaie officielle, l'absence d'impôt direct, un système financier en pleine croissance, la simplicité et la rapidité des procédures d'inscription au registre du commerce, la grande liberté financière et la confidentialité.

E. Agriculture, pêche, construction et industrie manufacturière

28. La production agricole est faible et concentrée dans la Caïque du Nord. Ce secteur a commencé à se développer récemment : de plus en plus de produits d'alimentation sont en vente à Providenciales et une nouvelle coopérative agricole a été créée. Dans le budget de 1998/99, le gouvernement du territoire a prévu d'allouer spécialement des fonds à un vaste projet agricole couvrant la Caïque du Nord et la Caïque du Milieu, dans le but de produire des denrées alimentaires destinées au secteur du tourisme. Le Gouvernement envisage par ailleurs d'affecter certaines terres à l'agriculture, de doter ces zones des infrastructures nécessaires, de contribuer à leur amélioration et de travailler avec des institutions donatrices internationales pour s'assurer les services d'un agronome à plein temps.

29. ⁹La pêche est une activité traditionnelle et le seul secteur vraiment productif. On pêche surtout la conque et le homard. Les îles Turques et Caïques disposent du seul élevage commercial de conques dans le monde, dont la production est destinée à l'exportation. Plusieurs autres élevages piscicoles sont exploités à titre expérimental en vue de produire du tilapia destiné aux marchés internationaux⁹. L'agriculture et la pêche occupent environ 20 % de la population active⁴.

30. Une compagnie internationale de construction est établie dans les îles Turques et Caïques pour extraire des carrières locales du sable et des pierres utilisés surtout pour la construction d'hôtels et d'établissements commerciaux⁴.

31. En dehors de la fabrication de produits d'artisanat destinés aux touristes, la seule activité manufacturière consiste à procéder à la première transformation du riz importé avant de le réexporter vers l'Union européenne, activité qui bénéficie de droits préférentiels aux termes de la Convention de Lomé. Ces activités, lancées en 1994, ont dû être ralenties depuis le début de l'année 1997 lorsque l'Union européenne a imposé

des contingents restrictifs sur les importations du riz en provenance de l'Afrique, des Caraïbes et des pays du Pacifique par l'intermédiaire des pays et territoires d'outremer⁴.

F. Tourisme

32. En 1997/98, le nombre des touristes ayant séjourné dans les îles Turques et Caïques a frôlé les 100 000 pour augmenter encore en 1999 et atteindre le chiffre de 120 898, contre 120 855 en 1998¹⁰. Le secteur touristique de l'archipel continue d'enregistrer un des taux de croissance les plus rapides de toutes les Caraïbes et le nombre annuel de visiteurs devrait encore augmenter en 2000. Environ 80 % des touristes viennent des États-Unis et du Canada.

33. Le plan stratégique de développement du tourisme du gouvernement du territoire prévoit une stratégie de développement d'un tourisme durable dans les îles Turques et Caïques. L'essor de l'industrie hôtelière s'est poursuivi avec une capacité hôtelière d'environ 1 600 chambres en 1996, dont environ 75 % concentrées à Providenciales¹¹. Conformément à l'engagement pris par le gouvernement du territoire de promouvoir le développement économique de toutes les îles, le Gouvernement a promu des projets de développement dans la Caïque du Sud, la Caïque du Nord, la Caïque de l'Est et la Caïque du Milieu. Il a en outre signé un accord d'aménagement portuaire à la Grande Turque, ainsi que plusieurs autres projets nouveaux à Providenciales.

34. Le gouvernement du territoire a mené à bien la construction d'un nouvel aéroport à Providenciales. Soucieux d'être moins tributaire du marché des États-Unis, le Gouvernement tient des consultations stratégiques avec des donateurs potentiels, notamment la Banque européenne de développement, en vue de financer le prolongement de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Providenciales pour qu'il puisse accueillir des vols transatlantiques. Il a par ailleurs alloué des ressources budgétaires non négligeables au titre de la modernisation des ports et des aéroports sur l'ensemble du territoire et a l'intention de faire appel à des partenariats stratégiques avec des investisseurs pour financer ses aménagements infrastructurels⁵.

35. American Airlines a porté de neuf vols hebdomadaires à deux vols quotidiens, à longueur d'année, ses liaisons régulières avec l'archipel. La compagnie Trans

World Airlines (TWA) a inauguré, en février 2000, un vol hebdomadaire direct entre New York et l'archipel, tandis que, depuis avril 2000, Air Jamaica, dans le cadre de l'expansion de ses services vers les Caraïbes, a ajouté une liaison avec les îles Turques et Caïques.

G. Infrastructure

36. Les moyens de transport et de communication sont de bonne qualité en raison du revenu relativement élevé de l'archipel et du développement de son secteur financier offshore. On compte trois aéroports internationaux, un à Providenciales, un à la Grande Turque et un à la Caïque du Sud, tandis que la Caïque du Milieu, la Caïque du Nord et Salt Cay sont dotées de pistes d'atterrissage asphaltées. Les liaisons entre l'archipel et les Bahamas, Haïti et la République dominicaine sont assurées par des services régionaux, tandis que les compagnies aériennes American Airlines et Trans World Airlines (TWA) assurent celles avec les États-Unis. La Grande Turque, Providenciales, la Caïque du Sud et Salt Cay sont dotées de ports. Le réseau routier compte environ 130 kilomètres de routes asphaltées à la Grande Turque, à Providenciales et aux îles Caïques.

37. La prestation des services téléphoniques intérieurs et internationaux par le biais de liaisons directes ainsi que de toute la gamme des services de télécommunications, est assurée par la compagnie Cable and Wireless. Les chaînes de télévision par câble sont au nombre de 12 à la Grande Turque et de 32 à Providenciales, et l'archipel compte six stations de radio. Pour ce qui est de la presse écrite, il n'existe pas de quotidien, la *Free Press* et le *Turks and Caicos News* sont des journaux hebdomadaires, tandis que le *Times of the Islands*, magazine axé sur le commerce et le tourisme, est une publication trimestrielle.

38. Des compagnies privées, dotées de groupes électrogènes diesel répondant aux normes américaines d'approvisionnement et de fiabilité, assurent la prestation de tous les services électriques⁴.

39. Un certain nombre d'importantes études ont conclu que, pour faciliter une croissance plus équilibrée au sein de l'archipel, il conviendrait de moderniser le port de Providenciales et l'aéroport de la Grande Turque. Les besoins en matière de gestion et de transport des déchets doivent faire sous peu l'objet d'études.

40. Il est prévu d'allouer 160 000 dollars au titre du financement des travaux imprévus dans les aéroports

de la Grande Turquie et de la Caïque du Sud ainsi qu'un montant total de 131 000 dollars au titre de la remise en état des installations portuaires de la Grande Turquie, celle de South Dock Provo rendant de plus en plus difficile la circulation des marchandises. Les coûts de ces réaménagements portuaires sont estimés à 7 millions de dollars, et on procède à la formulation d'un plan en vue d'attirer des appels d'offres du secteur privé.

41. Des fonds ont été alloués au titre de la construction d'un nouveau dock sur la Caïque du Nord et de celle d'un viaduc entre la Caïque du Nord et la Caïque du Milieu. Des travaux de réaménagement du réseau routier seront entrepris et des négociations sont actuellement en cours en vue d'obtenir un prêt de la Banque de développement des Caraïbes au titre de la modernisation du Leeward Highway.

42. On se propose de désigner au cours de l'année les entreprises qui seront chargées d'exécuter des projets visant à améliorer l'accès à l'eau potable et à élargir le réseau d'approvisionnement en eau⁵.

VI. Situation sociale

A. Généralités

43. Le développement du tourisme et du secteur financier offshore a certes favorisé la croissance économique, mais les activités correspondantes sont presque toutes concentrées dans l'île de Providenciales, ce qui crée des disparités économiques entre les îles. C'est ainsi que le taux de chômage varie de 14 à 20 % dans les autres îles, tandis que Providenciales connaît pratiquement le plein emploi. La migration entre les îles, notamment vers la Grande Turquie, où est située la capitale, est courante. Ce type de développement déséquilibré est à l'origine d'un grand nombre de problèmes sociaux, tels que l'entassement de la population, la pénurie de logements et l'augmentation du nombre de femmes chefs de famille¹².

44. Dûment conscient de ce problème, le Ministre principal a déclaré, en présentant le budget de 1998/99 :

« Nos îles connaissent une forme de développement extrêmement inégale, qui a posé au pays des problèmes socioéconomiques nouveaux et a exacerbé un certain nombre de problèmes existants. D'où la nécessité fondamentale

d'aborder les problèmes socioéconomiques dus au caractère déséquilibré du développement actuel des îles Turques et Caïques, de développer les secteurs de l'éducation et de la santé pour faire en sorte que les habitants des îles Turques et Caïques deviennent des participants actifs au développement de l'archipel et de mettre en place en temps voulu les infrastructures de base qui donneront à toutes les îles la possibilité de se développer par elles-mêmes.¹³ »

45. Dans sa déclaration sur le budget du 27 mars 2000, le Ministre principal a indiqué que son gouvernement restait résolument attaché à favoriser le développement social de l'archipel ainsi que l'amélioration constante des secteurs de l'éducation et de la santé. Toutefois, certains services étaient touchés par l'évolution démographique que connaissait l'archipel.

B. Logement

46. En 1997/98, le gouvernement du territoire a adopté une politique nationale du logement. Le premier projet exécuté dans le cadre de cette politique est le projet de développement immobilier, conçu pour faire face aux difficultés de logement que connaissent les habitants des îles à faible revenu. Ce projet prévoit des améliorations des infrastructures dans des zones désignées de Cinq Cayes et de Providenciales, et le lancement d'un programme hypothécaire spécial visant la rénovation et l'agrandissement des logements des économiquement faibles. Le Gouvernement a établi un département du logement chargé de diriger les travaux visant à améliorer la qualité du parc immobilier et de suivre, au cours des deux prochaines années, l'exécution du projet de développement immobilier d'une valeur de 2 millions de dollars.

C. Emploi

47. En 1999, le gouvernement du territoire a achevé le rapport sur l'évaluation de la pauvreté dans le pays, qu'il présentera au Conseil exécutif. Une consultation nationale s'est tenue en mars 2000, et le rapport est actuellement débattu par le public. Il ressort du rapport que le taux de chômage au niveau national est de 12,6 % environ. Les différences entre les régions étaient importantes. Le taux de chômage était inférieur à la moyenne sur les îles de Providenciales, de la Grande Turquie et de la Caïque du Nord, et oscillait entre

20 et 24 % sur les autres îles. Le chômage à Providenciales tenait à un déséquilibre entre l'offre et la demande de qualifications et à la réticence de nombreux « Belongers » (autochtones) à accepter certains emplois, d'où une dépendance à l'égard de l'immigration et un afflux de main-d'œuvre immigrée.

48. La population du territoire, 24 000 habitants environ, compte quelque 5 000 à 6 000 immigrés en provenance d'Haïti et de la République dominicaine. Les îles Turques et Caïques se trouvent directement sur la voie empruntée par les boat people haïtiens qui cherchent à atteindre les États-Unis d'Amérique ou les Bahamas. Il en résulte que de nombreux Haïtiens sont arrivés illégalement ces dernières années sur le territoire (attirés en outre par les possibilités d'emploi offertes par l'île de Providenciales, en plein essor). Un programme étendu sur 15 mois visant à les rapatrier volontairement ou à régulariser leur situation sur place a été lancé en janvier 1997, sous les auspices de l'Organisation internationale pour les migrations avec l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Ce programme a permis de régler le cas d'un millier de migrants qui remplissaient les conditions requises pour devenir résidents permanents des îles Turques et Caïques et a aidé quelque 3 500 migrants à revenir en Haïti et à s'y réintégrer. Les autorités de l'immigration ont renforcé les règlements concernant les travailleurs migrants¹⁴. Le gouvernement du territoire cherche à obtenir du Gouvernement du Royaume-Uni et du Gouvernement haïtien qu'ils appuient les efforts qu'il déploie pour renforcer la législation et les règlements en vigueur relatifs aux travailleurs migrants⁵.

D. Enseignement

49. L'enseignement sur le territoire est gratuit et obligatoire de 5 à 16 ans. Le territoire compte 14 établissements primaires et quatre établissements secondaires publics. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 98 %¹⁵. On compte en moyenne un enseignant pour 25 élèves. L'objectif du secteur est de préparer la population à occuper les emplois résultant du développement économique¹⁶. D'après les informations communiquées par la Puissance administrante, le gouvernement du territoire poursuit sa réforme de l'enseignement, axée sur la formation du personnel et la sensibilisation au problème de la drogue, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Les changements

intervenues dans les inscriptions scolaires, notamment l'accroissement du nombre d'enfants scolarisés à Providenciales, continuent d'être un grave souci dans le secteur de l'éducation. Il est prévu d'investir plus de 10 millions de dollars dans ce secteur au cours des années à venir; ces investissements porteront sur l'amélioration des infrastructures, la formation, la planification et la gestion des réformes, et le lancement d'un programme national d'alphabétisation.

50. D'après le Ministre principal, le Gouvernement est résolu à appliquer un plan d'enseignement quinquennal, présenté comme étant le principal document de planification permettant d'orienter le secteur de l'éducation dans les domaines critiques que sont le renforcement des institutions, la gestion des ressources humaines et la mise en place rapide d'infrastructures⁵.

51. Selon le Ministre principal, les établissements d'enseignement ont déjà été sensiblement agrandis. Il est prévu que le Royaume-Uni (plus de 1,6 million de dollars), la Banque de développement des Caraïbes (2,2 millions de dollars) et le gouvernement du territoire (500 000 dollars) fourniront d'autres ressources pour continuer d'améliorer les écoles primaires et secondaires ainsi que le Community College (établissement postsecondaire).

E. Santé

52. L'archipel dispose d'un réseau de dispensaires pour les soins de santé primaires et d'un hôpital situé sur l'île de la Grande Turque, où se trouve la capitale. Le Gouvernement s'efforce de créer les infrastructures nécessaires, notamment sur l'île de Providenciales, qui connaît un taux de croissance démographique élevé¹⁶.

53. D'après le Gouverneur, les îles ont lancé une initiative dans le secteur des soins de santé. Le projet « national health vision and plan » financé par le Royaume-Uni au titre de l'aide bilatérale, aidera à déterminer le type de service de santé adapté aux îles Turques et Caïques dans les cinq années à venir. Il permettra également de connaître les besoins en effectifs, en équipement et en locaux et de savoir dans quelle mesure les besoins en traitement à l'étranger peuvent être intégrés dans un service de santé des îles Turques et Caïques. Le projet a pour but de fournir des services de santé efficaces et abordables à tous les résidents et à tous les visiteurs¹⁷.

54. Au cours de l'année ou des deux ans qui viennent, presque un million de dollars seront affectés à la modernisation de l'hôpital de la Grande Turque, et 600 000 dollars seront consacrés au dispensaire Myrtle Rigby, pour répondre aux besoins essentiels. Les dispensaires du territoire seront modernisés au moyen de fonds que la Banque de développement des Caraïbes versera au cours des deux prochaines années dans le cadre de son programme de fonds d'affectation spéciale relatif aux besoins élémentaires. Un programme portant sur les soins infirmiers a été mis au point et démarrera vraisemblablement en septembre 2000 au Community College, le but étant de réduire la dépendance à l'égard du personnel expatrié.

55. Le Gouvernement reste déterminé à lutter contre le sida et l'abus de drogues. Un programme national sur le sida a été élaboré pour sensibiliser l'opinion à l'aide de programmes d'information, d'éducation et de communication améliorés.

F. Drogue et trafic de drogue

56. Des détachements de la Royal Navy et de la Royal Air Force auprès des forces de police ont renforcé les capacités des îles Turques et Caïques de combattre le trafic de drogue. L'archipel bénéficie de la coopération étroite d'agences américaines et bahamiennes de lutte antidrogue, dans le cadre d'un accord élargi aux îles Turques et Caïques en 1990, ce qui permet de mener des opérations conjointes États-Unis/îles Turques et Caïques/Bahamas de lutte contre la drogue. Lors d'une opération menée en février 1998, les autorités des îles Turques et Caïques ont saisi plus de 2 tonnes de cocaïne.

G. Environnement

57. Dans le discours sur le budget qu'il a prononcé en mars 2000, le Ministre principal a indiqué que la subvention de 1,6 million de dollars accordée par la Puissance administrante pour faciliter l'exécution du projet du gouvernement du territoire concernant la gestion des ressources côtières avait été reportée, mais que le projet était actuellement bien engagé, le but étant de créer un service des parcs nationaux pour participer aux efforts visant à protéger les barrières de corail et les zones côtières. Ce projet contribuera également à la construction d'un centre national de l'environnement à Providenciales et financera des programmes de sensi-

bilisation du public aux avantages des parcs nationaux. Il vise en outre à aborder le problème de la dégradation des ressources naturelles provoquée par l'augmentation de la pression démographique et du tourisme¹⁸.

H. Aide au développement apportée par le Royaume-Uni

58. D'après la Puissance administrante, la future stratégie de développement des îles a été examinée dans le cadre du plan relatif à la politique du pays, négocié en 1999. Le dernier programme d'aide bilatérale portait essentiellement sur l'amélioration de la fonction publique, le détachement d'experts spécialisés dans la coopération technique auprès du Gouvernement pour aider celui-ci à maîtriser un large éventail d'activités ayant trait à la fonction publique, l'élaboration d'une législation « passerelle » concernant les services financiers et le renforcement des institutions judiciaires et démocratiques. Le programme visait également à apporter un appui dans les secteurs de l'éducation et de la santé¹⁹.

VII. Participation aux organisations internationales et accords conclus avec ces organisations

59. Les îles Turques et Caïques ont été admises en tant que membre associé de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) en juillet 1991.

60. Le PNUD maintient son assistance dans le cadre d'un nouveau programme de pays pour 1998-2003. Ce nouveau programme portera essentiellement sur l'apport d'une assistance technique, pour un montant de plus de 780 000 dollars, au développement des petites entreprises, au plan national de développement intégré et à la réintroduction du programme des Volontaires des Nations Unies. Selon le gouvernement du territoire, ces programmes de base sont conçus pour tirer profit de l'avantage comparatif du système des Nations Unies en ce qui concerne la promotion de l'esprit d'entreprise chez les habitants des îles Turques et Caïques et le renforcement du processus de planification du développement dans le pays.

VIII. Statut futur du territoire

A. Position du gouvernement du territoire

61. Comme il est indiqué dans les résolutions de l'Assemblée générale concernant les îles Turques et Caïques (voir résolution 54/90 B, partie X, de l'Assemblée générale), les représentants des îles Turques et Caïques ont dit en 1997 que le processus d'autodétermination du territoire ne progressait pas de manière tangible. Ils ont rappelé la volonté politique du gouvernement du territoire d'être doté d'une constitution plus avancée grâce à laquelle le transfert du pouvoir aux habitants des îles Turques et Caïques pourrait se faire sans heurts. Ils ont ajouté que la Puissance administrante devrait donner plus rapidement au peuple du territoire les moyens d'examiner convenablement les possibilités qui s'offraient à lui en matière d'autodétermination, et ils ont souligné, dans le même ordre d'idées, qu'il était d'une extrême importance de promouvoir les institutions politiques, économiques, sociales et éducatives du territoire²⁰.

62. Dans la présentation du budget 1998/99, le Ministre principal des îles Turques et Caïques avait déclaré : « Nous nous félicitons du nouveau Livre blanc du Gouvernement du Royaume-Uni consacré au développement et aux résultats des récentes réunions de Londres, mais restons préoccupés en raison des trop nombreux retards qui ont affecté le programme d'aide bilatérale. »

63. Dans le discours du trône qu'il a prononcé le 25 mai 1999, le Gouvernement a également mentionné le Livre blanc et déclaré que le Conseil législatif examinerait les trois principales questions qui y étaient soulevées, à savoir la citoyenneté britannique, les droits de l'homme, et les services financiers offshore, et qu'il apporterait les changements nécessaires à la législation des îles Turques et Caïques, s'il y avait lieu.

B. Position de la Puissance administrante

64. Dans la déclaration qu'elle a faite à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale le 6 octobre 1999 (A/C.4/54/SR.5), la représentante du Royaume-Uni a indiqué que, au cours de l'année écoulée, son gouvernement avait encore progressé dans ses efforts visant à transformer ses relations avec ses territoires d'outre-

mer en un partenariat moderne fondé sur les quatre principes suivants : autodétermination, obligations réciproques, liberté pour les territoires de gérer leurs affaires dans toute la mesure possible; et engagement ferme pris par le Royaume-Uni d'aider les territoires sur le plan économique et de leur venir en aide dans les situations d'urgence. Le Royaume-Uni était prêt à examiner toute proposition faite par les peuples-mêmes des territoires quant à leur avenir.

C. Examen par l'Assemblée générale

65. Le 6 décembre 1999, l'Assemblée générale a adopté la résolution 54/90 B, résolution globale relative à 11 territoires non autonomes, dont la section X est consacrée spécialement aux îles Turques et Caïques.

Notes

¹ Les renseignements figurant dans le présent document sont extraits des rapports publiés et de l'information que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a communiquée au Secrétaire général le 20 mai 1999, conformément à l'Article 73 e de la Charte des Nations Unies.

² Voir DP/CCF/TCI/1, par. 3.

³ *Encyclopedia Britannica*. Britannica.com.

⁴ Rapport de *The Economist Intelligence Unit* (EIU), Profil de pays 2000-2001.

⁵ Présentation du budget par le Ministre principal, 27 mars 2000.

⁶ Budget des îles Turques et Caïques, 2000-2003, p. 3-2.

⁷ Comtex Scientific Corporation, *News Edge*, 3 mars 2000.

⁸ *The Island Connoisseur*, Turk and Caicos Islands, Government and economy, <www.islandconnoisseur.com/turks/govern.htm>.

⁹ *1998 Caribbean Basin Profile*, p. 426.

¹⁰ *The Economist Intelligence Unit* – Profil de pays, EIU Newswire, 14 avril 2000.

¹¹ *The Economist Intelligence Unit* – Profil de pays, EIU Newswire, 10 mai 2000.

¹² *1998 Caribbean Basin Profile*, p. 426, par. 6.

¹³ Présentation du budget par le Ministre principal des îles Turques et Caïques en date du 19 mars 1998.

¹⁴ Livre blanc sur les territoires britanniques d'outre-mer, appendice 1.

¹⁵ *1998 Caribbean Basin Profile*.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Discours du trône du Gouverneur, mai 1999.

¹⁸ *Turks and Caicos Weekly News*, octobre 1998.

¹⁹ Livre blanc sur les territoires britanniques d'outre-mer, appendice 1.

²⁰ Voir A/AC.109/2089, par. 29.
